

Résolution du CED

LE SUCRE

Mai 2016

Traduit de l'anglais

INTRODUCTION

Le Conseil des dentistes européens (CED) est une association européenne à but non lucratif qui représente plus de 340 000 chirurgiens-dentistes à travers l'Europe grâce à 32 associations dentaires nationales et chambres réparties dans 30 pays européens. Fondé en 1961 pour conseiller la Commission européenne sur les questions relatives à la profession dentaire, ses objectifs sont d'encourager un haut niveau de santé et de soins bucco-dentaires ainsi qu'une pratique professionnelle centrée sur la sécurité des patients.

Le sucre est l'une des causes principales de la carie dentaire, en particulier chez les enfants et les personnes âgées. Réduire la consommation de sucre diminue la douleur et la souffrance provoquées par cette maladie évitable.

LES SUCRES ET LA MALADIE

Le rôle des sucres alimentaires dans l'apparition de la carie dentaire est bien établi et les aliments et boissons sucrés sont de plus en plus souvent mis en cause par le monde politique, les médias et le public dans la diffusion croissante de l'obésité et du diabète dans de nombreux pays. Bien que la carie dentaire soit presque entièrement évitable, les caries peuvent exiger chez les jeunes enfants un traitement sous anesthésie générale qui, dans certains États membres, peut comporter une obligation d'hospitalisation. Ceci constitue un poids financier considérable pour les systèmes de santé nationaux, sans compter les coûts sociaux tels que la douleur, la perte de productivité pour les parents et les soignants et les absences scolaires pour les enfants. Les inégalités en matière de santé bucco-dentaire persistent également, car, si les chiffres moyens nationaux relatifs aux taux de caries s'améliorent, ils cachent souvent des sous-groupes de population présentant une forte charge de morbidité.

Il est également important de noter que les sucres cachés dans les aliments et les boissons peuvent endommager les dents. Leur influence sur la plaque dentaire peut aussi être à l'origine de maladies des gencives. L'existence d'une corrélation entre obésité et maladies des gencives est établie¹. De même, il est important de noter que de nombreuses boissons sans sucre, commercialisées comme solutions de remplacement, peuvent endommager les dents de manière irréparable en raison de leur acidité et des effets érosifs ultérieurs.

Le CED estime qu'une réduction de la fréquence de consommation des sucres, ainsi que des quantités consommées, est essentielle pour la prévention des maladies tant bucco-dentaires que systémiques.

LIGNES DIRECTRICES ET DÉFINITIONS

Les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé publiées en 2015 recommandent fortement que les adultes et les enfants réduisent leur consommation de sucres libres² à moins de 10 pour cent des calories journalières, et indiquent également qu'une réduction à moins de cinq pour cent pourrait assurer des bienfaits supplémentaires pour la santé. Ces

¹ Toutes les références sont disponibles sur demande.

² Les « sucres libres » sont définis par l'OMS comme tous les monosaccharides et disaccharides ajoutés aux aliments par le fabricant, le cuisinier ou le consommateur, ainsi que les sucres naturellement présents dans le miel, les sirops et les jus de fruits sans sucre. Cette définition n'inclut pas les sucres contenus dans les fruits entiers, les légumes et le lait.

recommandations sont étayées par la preuve que le taux de caries dentaires augmente proportionnellement à la quantité de sucres libres consommée.

Actuellement, la consommation des sucres libres varie en Europe d'une moyenne d'environ sept à huit pour cent de la consommation énergétique totale dans certains États, à 16 à 17 pour cent dans d'autres. La consommation est plus élevée chez les enfants, où elle se situe entre 12 à 25 pour cent environ des calories quotidiennes ; une partie importante de ces sucres pourrait provenir des sodas sucrés.

DÉCLARATIONS DU CED

Le CED considère qu'il n'y a pas une solution unique au problème complexe de la surconsommation de sucre et qu'une approche multi-factorielle est nécessaire pour améliorer la santé publique. Des mesures sont requises de la part des organismes internationaux, des gouvernements nationaux et locaux, des producteurs d'aliments et boissons, des publicitaires et des distributeurs, des régulateurs, des services de santé et des éducateurs professionnels et des employeurs afin d'aider les consommateurs à améliorer leurs choix alimentaires.

Le CED soutient les actions suivantes :*

- Restrictions en termes de marketing, placement de produit et publicité pour aliments et boissons à haute teneur en sucre, destinés aux enfants et aux adultes, dans tous les médias (y compris numériques).
- Restrictions en termes de sponsorship par des entreprises productrices d'aliments et boissons à haute teneur en sucre, en particulier lors d'événements sportifs qui créent une association positive avec des produits malsains – dans le droit fil de la politique en matière de produits du tabac et de boissons alcoolisées.
- Nouvelle formulation de produits alimentaires et boissons afin d'en réduire la teneur en sucre, associée à une réduction de la taille des portions. Le CED estime qu'il est nécessaire d'imposer des objectifs obligatoires en matière de nouvelles formulations, car les systèmes volontaires fondés sur des objectifs établis par l'industrie ont une portée et une ambition limitées, et qu'un contrôle indépendant et transparent est nécessaire.
- Restrictions sur les promotions (prix) des produits à haute teneur en sucre dans la distribution et les établissements horeca ; restrictions quant au positionnement en évidence de ces produits, par exemple aux caisses.
- Une législation européenne pour un étiquetage clair des produits alimentaires et des boissons, qui fournisse des informations relatives au contenu en sucres qui soient facilement compréhensibles pour le public et correspondant au format des portions.
- L'adoption de normes nutritionnelles par les services collectifs tels que les hôpitaux, le milieu scolaire, les crèches, les prisons, maisons de repos et centres de loisirs ; formation en nutrition/santé pour les responsables des choix nutritionnels dans ces structures.
- Recommandation aux pouvoirs publics de décourager le placement de distributeurs automatiques de produits à haute teneur en sucre dans les écoles et les hôpitaux, et d'encourager l'offre d'aliments et boissons sains dans toutes ces structures.
- Attribution de la priorité aux considérations de santé publique dans la planification locale et les projets de développement, par exemple limiter la prolifération à proximité d'écoles d'établissements qui vendent aliments et boissons mauvais.
- Éducation alimentaire et nutritionnelle des professionnels de la santé, des employeurs et du public, y compris la promotion de mesures pratiques promouvant la réduction de la

consommation de sucre (comme l'utilisation de la [Sugar Smart app](#)). Une campagne soutenue dans les médias serait utile, qui souligne les effets nuisibles d'une consommation excessive de sucre, avec images des maladies bucco-dentaires associées à la surconsommation.

Les professionnels des soins dentaires peuvent contribuer en informant leurs patients de l'impact du sucre sur la santé bucco-dentaire et de l'importance de réduire la fréquence de la consommation de sucre, en la limitant si possible au moment des repas. Ils peuvent également insister sur la présence de sucres « cachés » dans nombreux aliments. Il est également important que les patients maintiennent une bonne hygiène orale quotidienne et se rendent régulièrement chez le chirurgien-dentiste.

*Des preuves à l'appui de nombre de ces mesures sont présentées dans le rapport sur la santé publique présenté au Royaume-Uni [Sugar reduction: the evidence for action](#).

Adopté à l'unanimité par l'Assemblée Générale du CED le 20 mai 2016